



La voix du grand large



Avec Marine Le Pen
Présidente du Front National

Lettre de la Fédération des Français de l'Étranger du Front National

En avant toute... !!!!

Les miasmes de fin de règne qui caractérisent la période que nous traversons dans une France totalement désarmée face aux agressions extérieures (mondialisation, UE, perte d'influence diplomatique, NAFTA etc..) et intérieures (attentats, décentralisation forcée, grèves, manifestations, etc..) doit susciter de notre part la défense tout azimut de notre identité et de notre volonté de voir un État fort garant d'une réelle démocratie.

À cet effet vous devrez, dans les mois à venir, vous impliquer dans la préparation des échéances électorales, l'intensification des contacts avec vos adhérents, la recherche de nouveaux relais et la diffusion de nos programmes politiques tant celui de la Présidentielle que celui de votre futur candidat à la Législative.

C'est grâce à cet effort démultiplié que nous pouvons envisager des résultats les meilleurs

pour notre mouvement et faire votre la citation de Per-Jakez Hélias « *ce qui manque souvent aux sociétés humaines pour aller de l'avant, c'est la CONFIANCE en elles mêmes* »...

Alors Vent Debout... !!!

Philippe Mialhes,
Secrétaire National adjoint aux FFE



Axelle Lemaire (PS), députée de la 3^e circonscription des Français de l'Étranger depuis 2012 et Secrétaire d'État à eu, sur I-télé au lendemain du Brexit, une réaction raciste, antidémocratique et clivante :

« *Toute la génération des parlementaires (anglais) qui souhaitait la sortie a surfé là-dessus et puis en fait ceux qui sont la plus jeune génération entrée au pouvoir, députés en 2015...comme ils viennent de ces circonscriptions petits blancs je dis ça sans aucun mépris... c'était un vote de repli...sans que jamais personne ne se pose la question de la responsabilité collective... c'est un calcul politicien terrible. [...] En 2013 David Cameron avait promis à ses troupes en interne*

D'une conception particulière de la politique au lendemain du Brexit

au parti conservateur d'organiser un référendum parce qu'il pensait qu'il ne gagnerait pas les élections de manière majoritaire. Il avait une majorité absolue et aurait très bien pu leur dire ce n'est plus dans les priorités... et il a continué. »

La section Royaume-Uni de la Fédération des Français de l'Étranger du Front National trouve ces propos choquants et honteux.

Le Front National défend l'égalité entre les citoyens d'un pays. Il ne fait pas de distinctions entre « petits blancs » ou « grand blancs », ni entre « petits blancs » ou « petits noirs ». **La seule identité que le Front National reconnait c'est l'identité française.** Chaque voix française qui s'exprime lors d'une élection ou d'un référendum a la même valeur.

Le Front National considère que la responsabilité d'un élu politique est de représenter les citoyens qui l'ont élu. Ce n'est pas une manœuvre « politicienne » de défendre la vision des citoyens qui vous élisent mais le fondement de la démocratie. Servir d'autres intérêts que ceux des électeurs que l'on prétend représenter est abject.

Enfin, le Front National considère que les promesses de campagne engageant celui qui les fait et que **mentir aux électeurs est une pratique inacceptable.** En suggérant que David Cameron aurait dû revenir sur la promesse qu'il avait faite aux électeurs britanniques lors des élections législatives de 2015 de tenir un référendum sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'Union Européenne, Axelle Lemaire entérine les pratiques du Parti Socialiste et des Républicains, lesquels considèrent le fait de mentir aux électeurs comme faisant partie de la vie politique... Le Front National s'y refuse.

Les Français de la 3^e circonscription voient ainsi qu'ils ont voté en 2012 pour un parti qui fait des distinctions de race et de classe sociale, qui ignore la volonté de ses électeurs, et **pour qui le reniement des promesses de campagne est souhaitable.**

Le Front National s'engage, lui, à défendre l'intérêt de tous les Français et à leur dire toute la vérité.

Responsables de la 3^e circonscription
(Royaume Uni)

Suisse (6^e circonscription)

Le Grand Large...

En Suisse, plus précisément en terres romandes enserrant affectueusement de ses rives sableuses le lac Léman -auquel les placides autochtones ont coutume de déclarer qu'il n'y a point le feu-, les bourrasques du Grand Large présentent une très nette propension à venir s'essouffler et mourir tranquillement le long des grèves, en de paisibles petites brises, qui taquinent coquinement sans trop la brusquer, la vaguelette qui frise en de doux clapotis... On a les tsunamis qu'on peut... Environ 200 000 de nos compatriotes ont choisi de poser le paquetage à l'ombre de la si rassurante croix blanche, dont 80% en régions francophones et un pourcentage de celui-ci un peu moindre quoique majoritaire, sur les rives évoquées (Vaud, Genève), le restant ayant mis le cap sur les cantons du Valais (là haut, sur les montagnes...), Neuchâtel (l'autre lac, 100% suisse, lui) et Fribourg (le vrai Gruyère, pas «l'usurpateur» français, qui a plus de trous que de fromage...), les 20% restant encore qui ont négligé la commodité francophone ayant courageusement opté, souvent par obligations, pour les cantons suisses-allemands et celui du Tessin, en v.o, sans décoder...



Si je crois résolument à la théorie qui énonce qu'un froissement d'ailes de papillon aux Philippines peut déclencher, par un enchaînement de conséquences successives de type tragiquement exponentiel, une catastrophe sans nom de l'autre côté du globe, on observe que la dite théorie subit curieusement le phénomène de manière inversement proportionnelle quand il s'agit de la Suisse, immuable et sereine. En effet, une catastrophe de même type, surgit à l'opposé du même globe, subit, par une suite de facteurs réducteurs inexplicables, à l'approche de la Confédération, un effet de relativisation, d'amenuisement, de «calibrage» de bon sens fort réaliste et mesuré, qui donne tout son sel à l'expression locale vous incitant à vous «hâter lentement». Faut voir...

Le seul extrémisme que je connaisse en Suisse est celui de la modération, du consensus et de la concession en toutes choses -sauf le centre qui, lui, y est extrême- outre l'urgence d'attendre érigée en dogme de sagesse, qui effectivement, fait le constat implacable qu'il n'y a point le feu au lac... Le corollaire de ce théorème est que ce qui pourrait paraître relevant d'un extrémisme échevelé et pour tout dire, très inconvenant en Suisse, peut apparaître, vu de France, relevant d'un aimable centrisme fort modéré, de bon aloi et de bon sens. Même le mouvement national helvétique, 1er parti de Suisse (30%), taxé de «populiste par les élites auto-proclamées, par certains aspects proche du FN/RBM -cousins, pas frères- se nomme Union Démocratique du ... Centre! Tout est relatif. C'est ainsi qu'en Pays vaudois, on est souvent «déçu en

bien»... Y compris par les «votations» d'initiatives populaires - le peuple souverain absolu - à la nuance près que les fonctionnaires fédéraux chargés de les appliquer en haut lieu, à Berne, en un délai de 2 ans, en détournent souvent le sens dans leurs mises en applications. Le but est de les vider un tant soit peu de leurs substantifiques moelles, d'en contourner jésuitiquement le sens réel, afin de les rendre plus ou moins compatibles avec le carcan des ukases de l'administration soviétoïde de l'UE, que la Suisse fréquente sans y adhérer, en raison de l'admirable et courageux refus du peuple de se soumettre à son joug le 6 décembre 1992 (Accords bilatéraux accouchés depuis au forceps...).

Récemment, un conseiller fédéral suisse allemand s'est taillé, involontairement, un franc succès en tenant une allocution d'une bonne 1/2 heure faisant l'apologie du rire sain et salvateur, en arborant une mine lugubre et sinistre, le tout d'une voix monocorde à souhait. Une mine hilare, de la part d'un «officiel», eut paru inappropriée... La séquence a fait le tour des réseaux dits sociaux...

Notons, par ailleurs, qu'un pays qui a eu la sagesse et la lucidité d'interdire son parti communiste dès le début de la seconde guerre mondiale (Parti collaborationniste avec le nazisme d'août 39 à juin 41, date de l'invasion de l'URSS par l'Allemagne) ne peut être tout à fait mauvais... La faucille et le marteau y ont été, depuis, emportés aux vents mauvais, partis sans laisser d'adresse (Poste restante, Moscou), au gré de fusions en de vagues mouvances dont peu nous chaut l'identification...

L'une des renaissances masquées notables, toutefois, de l'hydre collectiviste s'est rebaptisée le POP -Parti ouvrier populaire- (Rendez-vous y armés, l'endroit est désert) et donc ses (maigres) adhérents, des «popistes», mais convenez qu'avec une telle appellation digne du regretté Ferdinand Lop et de ses adeptes et opposants, connus en raison du patronyme se prêtant aux facéties sémantiques faciles les qualifiant, le couteau (suisse) entre les dents du bolchevique surgi de l'imagerie d'Epinal aurait quand même tendance à se grandement émousser, outre de ne plus guère être de nature à faire frémir en annonçant le «grand soir» dans les paisibles chaumières et douillets chalets bien clos helvétiques...

Si l'on ajoute à cette paisible clairvoyance qu'un accord y fut signé en 1937 entre le patronat et les syndicats, nommé «La paix du travail», qui promeut des accords en autant de conventions que de branches collectives et qui relègue l'exceptionnelle grève au stade ultime de l'échec d'un circuit codifié et obligé de négociations préalables, on ne peut, nous français, que rester fort songeurs...

Au risque de se griller en des opinions sommaires et hâtives à son sujet, il faut donc bien se garder de prendre hâtivement l'Helvétie... pour une lanterne... au risque de rester... chocolat! ■

J.C. Marchand, Délégué FFE pour la Suisse

Royaume-Uni (3^e circonscription)

La déchéance de nationalité au Royaume-Uni

Selon la loi du Royaume-Uni, le ministre de l'intérieur (Home Secretary) a le pouvoir de déchoir de sa nationalité britannique tout citoyen binational, sous la seule condition que cette déchéance soit dans l'intérêt public (« conducive to the public good »). La définition d'une déchéance servant l'intérêt public est précisée comme étant basée sur une implication du citoyen concerné dans le terrorisme, l'espionnage, le crime organisé, les crimes de guerre ou un comportement inacceptable.

Dans le *Immigration Act 2014*, ce pouvoir est étendu aux citoyens non binationaux si trois conditions sont réunies : si le citoyen a obtenu sa nationalité britannique par naturalisation, si le ministre de l'intérieur considère que le citoyen s'est comporté d'une manière sérieusement préjudiciable aux intérêts vitaux du Royaume-Uni, et si le ministre de l'intérieur peut raisonnablement penser que le citoyen pourra obtenir la nationalité d'un autre pays. Le Royaume-Uni a utilisé ce pouvoir de nombreuses fois. D'après le ministre de l'immigration de l'époque Mark Harper, 20 citoyens furent déchus de la nationalité britannique entre 2006 et 2013.

Les nationalités concernées étaient : Somalie, Yémen, Pakistan, Afghanistan, Egypte, Soudan, Liban, Iran, Iraq, Nigeria, Australie et Russie.

En décembre 2014, le ministère de l'intérieur a révélé que 37 personnes binationales avaient été déchues de la nationalité britannique depuis Janvier 2013. Il n'a pas donné les détails des nationalités concernées.



Un exemple est celui d'un citoyen britannique d'origine somalienne, déchus de sa nationalité britannique en 2012 pour avoir soutenu l'organisation *al-Shabaab* en Somalie. Il a été par la suite condamné en janvier 2016 à neuf ans de prison par la justice new yorkaise

pour son implication en Somalie. Un autre exemple est celui d'un natif de Londres déchus de la nationalité britannique en 2010, d'origine égyptienne et tué par un drone américain en Somalie en 2012. On peut aussi citer un autre citoyen britannique, d'origine libanaise, également déchus de la nationalité britannique en 2010 et tué par un drone américain en Somalie en 2012.

La politique suivie par le Royaume-Uni semble porter ses fruits. Alors qu'en France des armes de guerre sont utilisées dans des attentats causant la mort de nombreuses personnes, le Royaume-Uni n'a connu en 2015 qu'une attaque à l'arme blanche par un homme isolé dans le métro londonien, sans coûter la vie à aucun de ses citoyens.

L'absence d'action du gouvernement français face à une menace avérée est tout à fait déplorable lorsqu'on sait que d'autres pays n'ont pas hésité à agir avec fermeté pour protéger leurs concitoyens. Le parti « Les Républicains » ne semble pas plus apte à se mobiliser, ses principaux dirigeants ayant des opinions différentes sur la question. Seul le Front National a une position claire et tranchée, au service des Français. ■

> Russie (11^e circonscription)

Bernard Monot reçu à la Chambre de Commerce et d'Industrie Franco-Russe



Le 23 mars 2016, sur invitation de la section FFE Russie, Bernard Monot, Député Français au Parlement Européen, membre du groupe ENL, s'est rendu à Moscou afin d'intervenir au sein de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Moscou.

En introduction de son allocution, les responsables de la Chambre de commerce et d'industrie ont reconnu dans le Front National « une force politique dynamique », insistant sur l'importance de discuter avec toutes les composantes du champ politique.

Bernard exposa les propositions de patriotisme économique du Front National pour tenter de relever les gigantesques défis qui se dressent aujourd'hui devant la France. Il expliqua la stratégie du Front National pour permettre à la France de recouvrer sa souveraineté, élément primordial à toute politique économique réellement efficace.

L'assistance nombreuse, environ 40 personnes, chefs d'entreprise, cadres, étudiants, universitaires, réserva un accueil chaleureux à Bernard et se montra fort intéressée au regard des nombreuses questions.

La visite fut également l'occasion pour Bernard de rencontres avec les médias russes, avec des experts financiers et d'un dîner chaleureux avec les membres de la section FFE Russie.

* AGENDA

Commémoration



Les 14 et 15 juin derniers, des députés européens et des conseillers régionaux de Normandie, accompagnés d'une délégation d'adhérents français se sont rendus en Angleterre afin de commémorer les 950 ans de la bataille d'Hastings.



Université d'été

La Fédération des Français de l'Étranger sera présente à Fréjus, les 17 et 18 septembre pour assister aux Estivales de Marine Le Pen.

Assemblée Générale



L'assemblée générale de la Fédération des Français de l'Étranger FN / RBM se déroulera les 27 et 28 septembre au Parlement européen de Bruxelles.

> Visite en Suède (3^e circonscription)



Le FN FFE sur le front de l'immigration en Scandinavie : Visite, Analyses et Espoir

Une situation alarmante

Après l'Allemagne, la Scandinavie est la première destination préférée de la vague massive de « réfugiés » qui a envahie l'Europe en 2015. La Suède seule (population : 10 millions) a accepté plus de 160 000 personnes en 2015. Les politiciens locaux de gauche et du parti des verts ont déjà annoncé (et non sans une certaine fierté) que en 2016 le record de l'année 2015 sera battu ! En dépit des mesures de façade annoncées dans les médias, telles que « le rétablissement temporaire des contrôles d'identité aux frontières » ou « le rapatriement forcé » (Suède), « la confiscation des biens des demandeurs d'asile actifs » (Danemark) ou « la permission légale de patrouiller localement dans certaines zones » (Finlande) - des mesures qui, pour la plupart d'entre elles se sont avérées être plus médiatiques qu'appliquées sur le terrain - les parlementaires scandinaves se sont engagés à préparer mentalement leurs concitoyens à accepter plus encore de « réfugiés » en 2016. Il semblerait qu'il n'y ait que le Danemark, pays qui respecte encore le processus démocratique sur les grandes décisions, qui sorte l'épingle de son jeu, et cela en toute défiance aux quotas imposés par les Eurodictateurs de l'Union Européenne.

Tous nos adhérents de la Section FN FFE Scandinavie Pays Baltes ainsi que les partis politiques locaux s'associent à ce sentiment d'une nécessité absolue de contrôler le flux migratoire et d'en terminer avec la forme actuelle de Schengen. Ils sont aussi d'accord pour dire qu'aucune de ces mesures ne vont arrêter l'invasion. Derrière les mesures de façade, les médias et les gouvernements préparent les peuples scandinaves à accepter non seulement plus de « réfugiés », mais aussi les lois qui vont permettre à leurs familles de les rejoindre ainsi que les mesures pour un changement des valeurs occidentales de nos sociétés modernes pour que la société scandinave « s'harmonise » mieux avec celles de ces étrangers qui sont en majorité du moyen orient (heures réservées pour les femmes dans les piscines, embrigadement religieux et politique

des plus jeunes officiellement financé par l'État, ouverture de classes d'enseignement de l'arabe et de l'Islam dans les écoles et dans les bibliothèques municipales). Comme en Allemagne, la police suédoise, désarmée pour faire face à un tel choc, demande désormais aux femmes scandinaves, harcelées par les hommes orientaux, qu'elles « adaptent » leurs façons de se de vêtir et de vivre en prenant en compte le nouveau métissage culturel subi et dicté par Bruxelles et ses Merckels pleines de bonnes intentions humanitaires. Les mouvements féministes scandinaves, pourtant connus à travers le monde pour leur militantisme d'avant-garde, semblent sur cette question bizarrement battre en retraite...

L'arrogance des leaders face à la crise



Édouard Ferrand et Philippe Mailhes devant l'Office National Suédois pour l'Immigration

Il est vrai qu'il existe depuis longtemps dans la plupart des pays scandinaves un certain sentiment de fierté et de supériorité vis-à-vis du reste de l'Europe. Nos amis du Grand Nord aimeraient démontrer que leur système de protection sociale et d'intégration sont supérieurs à ceux des autres pays de l'UE, comme la France, l'Italie ou l'Allemagne. C'est une question de fierté nationale partagée par beaucoup. Le problème c'est

qu'avec un logement à la clef et une pension alimentaire automatique pour tous les « réfugiés » montrant leur bout du nez en Suède, ça coûte cher et que les finances publiques ne suivent pas... Le gouvernement suédois ne dispose pas des budgets de leurs ambitions: Écoles surpeuplées ; niveau dans les écoles progressivement nivelé par le bas (notamment dans les matières scientifiques qui pourtant sont cruciales à l'avenir de pays qui parient sur une économie

fondée sur l'innovation technologique) ; hôpitaux en carence de chambres et de personnel ; et une police qui ne peut plus fournir aux citoyens la sécurité supplémentaire qui est nécessaire à de telles circonstances. La prostitution - qui a toujours été interdite en Suède - est en hausse et dans la plus grande clandestinité ; le trafic de drogue est en plein essor car il n'y a pas d'emplois pour ces gens nouvellement arrivés et que un *iPhone* et une paire de basket nouveau modèle, ça coûte quand même cher !

La visite de Édouard Ferrand et Philippe Miaillhes à Stockholm

C'est dans ce contexte que nos responsables FN FFE Édouard Ferrand et Philippe Miaillhes se sont rendus pour une visite de deux jours à Stockholm en Suède en début mai 2016. L'objectif premier de ce séjour à Stockholm était bien entendu de rencontrer les adhérents FN FFE qui vivent dans ces pays du Nord de l'Europe, de les motiver et d'échanger avec eux sur le programme européen, sécuritaire et économique du FN, sur Marine et notamment sur ces questions d'immigration et d'intégration. Certains s'étaient déplacés de Norvège ou d'Estonie pour l'occasion.

Malheureusement, son excellence l'Ambassadeur de France en Suède, probablement craignant pour sa carrière, « était dans l'impossibilité » de nous recevoir et de partager avec nous son point de vue sur ces problèmes de contrôle des frontières en Europe qui affectent la Suède comme la France. Malgré cela, messieurs Ferrand et Miaillhes, accompagnés de Pierre Erik Brossard, responsable de la Section FN FFE Scandinavie-Pays Baltes, se sont rendu en visite au Parlement Suédois et ont été reçus pour une réunion d'information à l'Office National Suédois pour l'Immigration (« Migrationsverket »). Une présentation très professionnelle leur a permis d'évaluer les sérieux les mesures prises par le gouvernement Suédois pour contenir et gérer le flux d'immigration et se faire une idée sur les failles du système, comme la séparation administrative des autorités gérant les questions d'immigration et le contrôle policier effectué aux frontières, ou bien les difficultés administratives des autorités face à la reconduite éventuelle aux frontières, ou encore le vide juridique concernant les mineurs non-accompagnés. Après analyse, il en ressort que la Suède est relativement mieux préparée à recevoir les réfugiés qu'à contenir les indésirables et que la encore nous assistons pleinement à une politique d'accueil au lieu d'une politique de gestion et de contrôle des flux migratoires, au détriment de ses propres citoyens, des immigrants originaires des pays de l'UE ou même des immigrants récemment installés légalement dans le pays. Comme il l'a été posté sur la page *Facebook* de la Section FN FFE Suède, il ne s'est pas écoulé un seul jour en avril 2016 sans un incident grave impliquant ces nouveaux arrivants (violences, viols, terrorisme, attaques à la grenade, harcèlement sexuel ou religieux, etc.). La générosité et la « flexibilité » du système suédois, pourtant mis en avant par ses politiciens, seraient en fait son talon d'Achille...



Devant l'Assemblée Nationale suédoise

Des scandinaves qui parient sur Marine, leur dernier espoir

Désespérés, avec des partis d'opposition souvent réduits au silence par les médias partout dans ces pays scandinaves, comme en Suède ou en Norvège, où une intégration des partis d'opposition à l'immigration dans la « normalité » du fonctionnement du gouvernement, comme en Finlande ou au Danemark, nombre de scandinaves tournent leurs yeux sur un espoir de changements chez eux qui en fait viendrait d'ailleurs ...

Ces scandinaves qui perdent espoir même en leurs partis nationalistes se tournent de plus en plus vers la France et l'espoir d'y voir un jour Marine Le Pen au pouvoir et capable de renégocier la politique européenne en matière de frontières et d'immigration, la politique européenne vis-à-vis de l'OTAN et vis-à-vis des négociations commerciales transatlantiques. Ils voient en cette victoire de notre parti et de notre groupe parlementaire européen un catalyseur qui puisse non seulement briser ce mur de peur qui les entoure chez eux, mais encore qui puisse faire changer le point de vue de la majorité démocratique sur la façon

d'aller de l'avant et d'amener des solutions concrètes à cette crise en Europe qui n'a aucun précédent depuis la fin de l'Empire Romain. Si la Scandinavie est attrayante pour les « réfugiés », ce n'est pas seulement à cause de ses belles têtes blondes, à cause de sa culture d'accueil singulière ou grâce à ses archipels de milliers d'îles qui reposent dans le calme, mais c'est avant tout à cause de sa politique sociale très généreuse sans équivalent en Europe et qui se met à la disposition des « réfugiés ». De l'autre côté de la mer Baltique, dans les Pays Baltes, le nombre de « réfugiés » est quasi insignifiant, car les avantages sociaux y sont insignifiants

eux aussi. Beaucoup des rares « réfugiés » qui y ont été admis sont déjà partis vers les pays aux avantages sociaux plus généreux comme la Scandinavie ou l'Allemagne.

La grande erreur commise par les hommes politiques scandinaves est de supposer que c'est justement leur politique sociale généreuse qui va régler le problème de l'intégration... Alors que c'est là justement tout le problème ! C'est faire preuve d'une certaine arrogance politique et surtout c'est oublier que même avec des avantages sociaux illimités il est impossible d'intégrer ces masses d'arrivants de cultures radicalement différentes des nôtres sans pouvoir aussi leur fournir des emplois et une certaine responsabilité vis à vis de leur nouveau pays, voir même une certaine fierté. Emploi, responsabilité nationale et fierté patriotique : Les trois clefs de voûtes actuellement encore manquantes pour une intégration réussie de ces « réfugiés » en Scandinavie. Tant que le problème des « réfugiés » ne sera pas traité à la source, c'est à dire aux frontières de l'Union Européenne, et que les accords de Schengen ne seront pas remis en cause, les pays comme la Suède devront accepter une transformation radicale et brutale à laquelle ils ne sont en fait pas préparés du tout. ■

> Marine Le Pen au Canada (1^{ère} circonscription)

Visite de Notre Présidente Marine le Pen au Canada : retour sur une désinformation...

Je reviens donc d'un déplacement avec Marine Le Pen au Canada. Séjour plus fructueux que ce qu'ont bien voulu nous faire croire nos médias « nationaux », jamais en retard d'un clin d'œil au pouvoir qui les subventionne et pour lesquels la désinformation partisane est devenue la profession de foi.

Il est vrai que notre voyage a connu quelques rebondissements et que les chausse-trappes en tout genre étaient au rendez-vous. À Québec, déjà, avec ces petits trublions qui se sont infiltrés, en douce, parmi la presse... des « anticapitalistes », avec (quand même) des *i-Phone* derniers cris.

Puis, au tour du Marriott, où nous devons nous retrouver à 19 h. Annulation de dernière heure, comme il se doit. Je tente alors de contacter tous les participants. Pendant ce temps, les agitateurs se regroupent devant l'hôtel... sauf que personne ne les y attendait ! Finalement, tous nos invités ont reçu mon mémo et se regroupent au nouvel endroit. Journalistes et commentateurs affluent et préparent leurs caméras. Notre Présidente arrive, resplendissante. Elle parlera pendant un long moment, puis nos amis iront la retrouver, prendre quelques photos, lui parler. Un moment d'échanges constructif et chaleureux que



les petits suppléants gauchistes du système ne nous voleront pas. Oui, des moments chaleureux il y en a eu, vous savez, et bien des fois. Lors de nos visites, des regards et des sourires, des mots aussi (souvent), pleins d'espoir et d'amitié sincère.

La presse française mentira. A contrario de leurs quolibets et tromperies hypocrites, Marine Le Pen ne voulait pas venir au Canada pour y rencontrer des politiciens

hostiles, quel intérêt ? Mais, de BFM à Canal+, la propagande était en marche. Tronquant de même à dessein l'entretien accordé par notre présidente à Anne-Marie Dussault, une intervieweuse odieuse, championne hors concours de malhonnêteté, qui recevra de Marine une correction médiatique bien méritée. Mais, en France, on coupera au montage. Trucage, toujours. Pour s'en assurer, il faudra aller chercher les commentaires dans les journaux canadiens, plus honnêtes quand même, et pas précisément louangeurs pour la virago précitée. Exercice pas vraiment difficile.

Une image pour finir, celle d'une jeune journaliste présente lors de notre rencontre avec les Français de Montréal. « Vous n'avez pas peur d'être au milieu des méchants ? Personne ne vous mangera ce soir, on va bien se tenir », lui dis-je. Elle sourit, gênée. Elle sait qu'elle doit vendre de l'anti-FN, c'est son job, il faut bien payer le loyer, n'est-ce pas ? Collaboration passive, alimentaire. ■

Denis Franceskin, Responsable de la 1^{ère} circonscription

> Thaïlande (11^e circonscription)

Une cérémonie d'acquisition de la nationalité française à Bangkok, heureux symbole de naturalisations méritées.

Le 10 février dernier, dans les salons de la Résidence et à l'issue d'une évocation appréciée des valeurs de la France où furent rappelés la diversité des apports au sang français depuis Clovis ainsi que les droits et les devoirs qui ressortent de l'appartenance à notre communauté nationale, M. Gilles Garachon, Ambassadeur de France en Thaïlande, a remis les attestations de nationalité française à huit nouvelles compatriotes – il n'y avait ce jour-là que des dames à l'appel.

Les attaches familiales, ou simplement affectives, sont bien souvent à la source de cette admirable volonté de nous rejoindre et c'est entourées de leurs proches, Français de naissance pour la plupart leur apportant en cela leur amical parrainage, que ces dernières élues du bout du monde ont intégré la nation française.

Au vu du patient travail d'apprentissage de notre langue et des efforts d'acquisition de notre culture qui leur furent demandés, des valeurs aussi portées par la société thaïe dont elles sont pour l'essentiel issues et qu'elles nous offrent là en dot opportune, on ne peut que se réjouir de l'enrichissement ainsi apporté en toute libre adhésion à la France.

Nous sommes loin en Thaïlande des naturalisations massives que peut connaître le sol de la Mère Patrie, automaticité funeste relevant trop systématiquement d'un concours de circonstances, fruit d'un droit du sol hasardeux et dénué de sens.

Bienvenue, donc, à nos nouvelles compatriotes. Leur démarche volontaire est exemplaire de la voie à suivre en matière d'acquisition de notre nationalité, et leur engagement désormais indéfectible à nos côtés participe du rayonnement de la France dans le monde. ■

Éric Miné, Conseiller consulaire de Thaïlande-Birmanie

Contacts

Amérique du Nord (1^{ère} région) : ameriquedunord@frontnational.com

Amérique Latine (2^e région) : ameriquedusud@frontnational.com

Europe du Nord (3^e région) : europedunord@frontnational.com

Benelux (4^e région) : benelux@frontnational.com

Péninsule Ibérique (5^e région) : espagne@frontnational.com

Suisse (6^e région) : suisse@frontnational.com

Europe centrale (7^e région) : europacentre@frontnational.com

Europe du Sud (8^e région) : françaisdeletranger@frontnational.com

Afrique de l'Ouest (9^e région) : afriqueouest@frontnational.com

Afrique de l'Est (10^e région) : afriqueest@frontnational.com

Asie (11^e région) : asiapacifique@frontnational.com

Fédération des Français de l'Étranger du Front National

78 rue des Suisses - 92000 Nanterre

Tél. : 01 41 20 20 00

www.fn-etranger.com

Secrétaire National : Édouard Ferrand
edouard.ferrand@frontnational.com

Secrétaire National Adjoint / Trésorier :
Philippe Mialthes
philippe.mialthes@frontnational.com

